

Avis de Soutenance

Madame Safaa KHALFI

Droit – E2DSP Toulouse

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Les interventions économiques des collectivités territoriales au Maroc

dirigés par Madame Nathalie LAVAL MADER

Soutenance prévue le **vendredi 04 octobre 2019 à 14h00**
Lieu : UT1 2 rue du Doyen Gabriel Marty 31042 cedex 9
Salle Maurice Hauriou

Composition du jury proposé

Mme Nathalie LAVAL MADER	Université Toulouse 1 Capitole	Directrice de thèse
M. François SABIANI	Université Toulouse 1 Capitole	Examineur
M. Idriss ABBADI	Université Hassan II Mohammedia Casablanca	Rapporteur
Mme Isabelle MULLER- QUOY	Université de Picardie Jules Verne	Rapporteur

Mots- Collectivités territoriales, Décentralisation, Développement économique local,
clés : interventionnisme économique, Maroc, service public industriel et commercial

Résumé :

Depuis le lancement, en 1960, du processus de la décentralisation au Maroc, le rôle économique des collectivités territoriales marocaines s'est transformé et renforcé, en relation avec les mutations profondes qu'ont connues la société et l'économie marocaines. A cet égard, cette thèse a pour objectif d'analyser le cadre juridique et les différentes formes des interventions économiques des collectivités territoriales au Maroc et d'identifier si les réformes ayant affecté ces interventions répondent réellement aux enjeux de développement économique, afin de satisfaire les besoins propres de la population. Cette étude examine aussi dans quelle mesure le législateur marocain a réellement créé un cadre adapté à la réalité socio-économique du pays. Dans la pratique, les interventions économiques locales sont soumises à l'application des principes de liberté économique qui entendent limiter et encadrer ces interventions. Aussi les collectivités territoriales marocaines se heurtent-elles à nombre de contraintes qui entravent la mise en œuvre de leurs interventions. Ces contraintes sont liées principalement aux différents contrôles rigoureux et au manque des ressources humaines et financières qui sont encore monopolisées par l'État. Cette étude prend appui sur l'analyse de ces différentes limites, tout en essayant d'ouvrir des perspectives afin d'améliorer l'efficacité de l'intervention économique des collectivités territoriales marocaines.